



## Commerce

### GRÈVE ILLIMITÉE CHEZ LIDL

Les entrepôts et magasins LIDL entament le 7 février un mouvement de grève illimité, contre les ouvertures le dimanche, pour des augmentations de salaire (+3%), des tickets restaurants, la baisse des cadences, de meilleures conditions de travail.

## Animation

### Grève au «Patro» à Bayonne

Le mercredi 6 février 2025, une quinzaine de salarié-es du Patronage Laïque des Petits Bayonnais, une association gestionnaire de trois sites d'accueil de loisirs à Bayonne se sont mis-es en grève et rassemblé-es devant leur lieu de travail avec leur syndicat Asso-Solidaires. Cette mobilisation intervient après une première grève cet été pour alerter sur l'épuisement généralisé des salarié-es et dénoncer la passivité de la direction. Sept mois plus tard, les conditions de travail sont toujours aussi difficiles et la situation financière complexe de l'association ne fait qu'aggraver cette dégradation et le mal-être de ceux et celles qui font tourner l'accueil de loisirs.

Cette journée de lutte a été l'occasion de confirmer le mépris de la direction qui a essayé de casser la grève par tous les moyens mais aussi de recueillir un soutien important des familles usagères. La mobilisation ne fait que commencer pour conquérir des conditions de travail dignes pour les salarié-es du Patro !

## Presse

### Groupe Centre France : NAO 2024 : et 1 et 2 et 3 et 4 et 5 jours de grève !

À l'Yonne républicaine, la dernière des réunions programmées au titre des Négociations annuelles obligatoires 2024 s'est tenue le lundi 3 février 2025. A l'unanimité, les trois organisations syndicales au sein de l'entreprise (CGT, SNJ, CFDT) avaient demandé 4 % d'augmentation générale. La direction a maintenu ses propositions initiales : à savoir 0 %.

(...) Au vu de la faiblesse de ces propositions, la rédaction de l'Yonne républicaine a décidé, à une large majorité (77 % des 35 votants), de faire grève mercredi 5 février. Puis, toujours à une large majorité (77 % des 30 votants), de reconduire son mouvement jeudi 6 février ainsi que vendredi 7 février. Une lettre ouverte a été envoyée à la direction, signée par la totalité des journalistes, hors encadrement.

Une cagnotte solidaire a été mise en place : <https://www.papayoux.com/fr/cagnotte/cagnotte-solidaire-1-yonne-republicaine>

Les rédactions du Berry républicain, de la République du Centre et de l'Echo républicain notamment ont rejoint le mouvement aujourd'hui, vendredi 7 février. Un appel à la grève illimitée a été lancé à Clermont-Ferrand, tous services confondus. L'Yonne républicaine, ainsi que le Journal du Centre et La Montagne (éditions du Puy-de-Dôme) ne sont pas parus deux jours de suite. (...) Réunie en assemblée générale à l'issue de cette réunion, la rédaction de l'Yonne républicaine a décidé, toujours à une large majorité (78 % des votants, hors encadrement) la reconduction de la grève ce samedi 8 février et ce dimanche 9 février.



## CONFLIT D'INTÉRÊT CHEZ 2 CHOSES LUNE

Des bungalows spartiates pour l'hébergement loué au prix fort à un prestataire unique dirigé par l'ancien député Renaissance ? Les salarié-es s'inquiètent d'un conflit d'intérêt qui étrange financièrement l'association et se sont mis en grève le 31 janvier pour obtenir la transparence sur la stratégie économique, la clarification des liens des membres du CA avec l'entreprise et réclamer la hausse des salaires ainsi que l'affiliation à une convention collective.



## ÉDUCATION - LOIRE-ATLANTIQUE

### EN GRÈVE CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES

Le 30 janvier 2025, SUD éducation 44 appelait à la grève pour s'opposer aux fermetures de classes et aux 18 suppressions de postes prévues pour la prochaine rentrée. Quelques grévistes se sont rassemblé.e.s devant la direction des services départementaux de l'Éducation nationale, alors que se tenait l'instance décisionnaire concernant les écoles primaires (comité social d'administration départemental). Nous constatons chaque jour le manque criant de remplaçant.e.s qui met à mal les conditions d'apprentissage, de travail et de sécurité. Parmi les 28 pays de l'UE, la France a le deuxième pire taux d'encadrement des élèves. SUD éducation se bat pour gagner des moyens afin de créer des postes, augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail, ainsi que pour un vrai statut pour les AESH et pour accueillir toutes les élèves dans des conditions dignes

## Vienne

### MOBILISATION CONTRE LA FERMETURE DU BUREAU DE POSTE DE POITIERS-LIBÉRATION

Après huit mois de mobilisation, une rencontre a eu lieu le 14 janvier 2024 entre le Collectif et des dirigeants régionaux de La Poste, à l'initiative de la préfecture. Cependant, cette rencontre s'est révélée peu constructive, la préfecture agissant en tant que médiatrice tout en représentant un État engagé dans le démantèlement du service public postal. Face au refus de La Poste

## CAPTRAIN FRANCE : EN GRÈVE POUR 100 EUROS D'AUGMENTATION

Chez Captrain France, une solide filiale privée 100% SNCF de fret ferroviaire, comptant environ 850 salarié-es à l'échelle nationale, et où les salaires sont parmi les plus bas du secteur, une centaine de grévistes représentés par SUD-Rail, en reconductible depuis le 20 janvier, demandent une augmentation du salaire de base mensuel de 100 euros.

C'est une bataille importante qui se situe au carrefour du social et de l'écologie.

- Le développement du fret ferroviaire est une **urgence écologique** absolue dans un contexte de réchauffement climatique ;
- Développer le fret ferroviaire, c'est assurer des **salaires décents** aux travailleurs/ses du rail qui subissent des conditions pénibles ;
- Assurer des salaires décents dans les filiales privées du fret ferroviaire, c'est lutter contre les effets dévastateurs de la privatisation du secteur, c'est **lutter contre le dumping social** et avancer vers un **service public de fret ferroviaire** ;
- Assurer des salaires, plutôt que des primes exonérées de cotisations sociales, c'est garantir un **système de protection sociale et de retraites par répartition viable**, dans l'intérêt général.

Après plus d'une semaine en action, les grévistes ont besoin de soutien financier pour renforcer le mouvement. Chacun-e peut participer et partager la caisse de grève. <https://www.leetchi.com/fr/c/caisse-de-greve-1618110>



de reconsidérer sa décision, le Collectif a proposé un moratoire sur la fermeture du bureau jusqu'à décembre 2025, date de la fin de validité d'une convention tripartite entre l'Association des Maires de France, l'État et La Poste. Malgré cette proposition, La Poste a confirmé sa fermeture, en la justifiant par une nécessité de garantir la viabilité financière de la présence postale à Poitiers, alors que ses bénéfices avaient considérablement augmenté, atteignant 1 milliard 200 millions d'euros en 2024. Le Collectif, en collaboration avec la municipalité de Poitiers, a envisagé plusieurs actions dont un rassemblement devant la mairie le 1er février qui a rassemblé près de 200 personnes reflétant **une forte mobilisation des usagers et des représentants de la communauté**.

## éducation

# UNE VICTOIRE TOTALE CONTRE L'ARBITRAIRE DE L'ADMINISTRATION ET LA RÉPRESSION ANTISYNDICALE : KAI TERADA EST RÉINTÉGRÉ !

Par une décision datée du 9 janvier 2025, le Tribunal Administratif de Versailles a **annulé la mutation** «dans l'intérêt du service» qui visait notre camarade Kai Terada de SUD éducation 92 et a enjoint le rectorat de Versailles à **le réintégrer à son poste** au lycée Joliot-Curie de Nanterre dans un délai de 6 mois. Le Rectorat est condamné à lui verser une somme de 1800 euros.

Il n'y aura pas d'appel : **la victoire de notre camarade Kai Terada est donc totale** : le rectorat de Versailles est condamné définitivement par le tribunal administratif à annuler sa mutation « dans l'intérêt du service », prise en dehors de tout procédure disciplinaire.

Suite à une mission d'inspection de son lycée Joliot Curie à Nanterre (92) en mars 2022, Kai Terada a été muté contre sa volonté, dans un autre département, les Yvelines, rompant ainsi son mandat de co-secrétaire départemental de SUD éducation 92.

Depuis, ses demandes de mutations pour retourner dans les Hauts-de-Seine étaient « neutralisées » par l'administration, discrétionnairement.

La situation de Kai Terada est symptomatique de la répression menée par l'Education Nationale, sous forme de sanctions déguisées et de répression antisyndicale

Les prétextes avancés par l'administration pour justifier l'injustifiable ? Des interventions en dehors de « l'exercice normal d'une activité syndicale » : l'administration s'arroge ainsi arbitrairement le droit de définir ce qui concerne le cadre normal ou anormal du syndicalisme. Des témoignages dans des rapports d'inspection qui concerneraient notre camarade. Mais on est prié de croire l'administration sur parole puisqu'on ne les a jamais vus.

En effet, le tribunal administratif reconnaît dans son jugement que Kai Terada a été privé de moyens de défense par l'absence constante des rapports à charge dans toutes les étapes de la procédure : l'administration a toujours refusé de les lui communiquer. Le tribunal précise que l'administration a produit un élément faux factuellement. Sur le fond, les allégations non-étayées du rectorat sont contredites par les (très nombreux) témoignages qui ont été déposés en faveur de notre camarade. **Ce jugement reconnaît ainsi l'arbitraire de l'administration.** Ce jugement témoigne bien de la répression antisyndicale de l'administration. **Cette victoire est une véritable gifle pour l'administration et doit en appeler d'autres** : SUD éducation continue à se mobiliser contre la répression car la situation de Kai Terada n'en est qu'une parmi d'autres.

## Presse

### Le PDG d'Ebra, ya basta

Le 23 janvier, les militants du Syndicat National des Journalistes (SNJ) du groupe de presse Ebra (qui emploie 1400 journalistes et publie, entre autres, Le Progrès, Les Dernières Nouvelles d'Alsace, Le Dauphiné Libéré, L'Est Républicain...) diffusent un communiqué qui révèle publiquement l'attitude de leur patron, Philippe Carli, sur les réseaux sociaux.

Le SNJ s'indigne notamment des nombreux «likes» du PDG d'Ebra, via son compte LinkedIn, adressés à des publications d'extrême droite (Sarah Knafo de Reconquête, ou encore Renouveau Patriote).

Nos camarades du groupe Ebra écrivent ainsi : «Qu'un patron témoigne de ses opinions avec ses "like", sur un réseau social ouvert à la consultation publique de tous ses membres, pourquoi pas ? D'autres que lui ne s'en privent pas. Mais qu'il le fasse en tant que dirigeant du plus grand groupe de presse quotidienne régionale de France est, pour le SNJ, bien plus problématique, dans la mesure où sa notoriété et ses responsabilités engagent indéniablement les rédactions».

Ce communiqué va provoquer une avalanche de réactions et d'articles de presse, menant cinq jours plus tard à la démission de Philippe Carli («dans l'intérêt du groupe Ebra» selon lui).

Cet épisode rappelle l'importance de la vigilance syndicale face à l'extrême droite, qui souhaite banaliser ses théories racistes et réactionnaires, notamment en se servant des médias.

## Secteur bancaire

### Victoire au Crédit Agricole : maintien du siège et des emplois

Ce qui s'annonçait comme une « simple opération de rationalisation » pour la Direction du Crédit Agricole de Lorraine s'est finalement transformé en une « formidable mobilisation » pour les salariés et notre syndicat, le SDDS/SUDCAM Lorraine.

Ainsi, lorsque la Direction a annoncé son souhait de fermer le siège Meusien de Bar le Duc où travaillaient près de 76 salariés, leur laissant le choix soit d'aller travailler à Nancy (à près de 90km de là) soit de changer de métier, notre équipe syndicale ne s'est pas résignée.

Tout d'abord, la presse télévisuelle et écrite a médiatisé notre combat. Puis les Elus locaux se sont joints à nos revendications. Enfin une grande manifestation a réuni derrière nos drapeaux près de 350 personnes venues pour crier leur attachement à l'emploi dans les territoires et la ruralité.

Trois jours plus tard, le Crédit Agricole annonçait finalement revenir sur sa décision et maintenir les emplois dans le département. **Comme quoi, même dans le secteur bancaire, la lutte paie !**

L'ensemble des articles de presse et journaux TV sont disponibles sur notre site : <https://www.sudcam.fr/actualite/non-a-la-fermeture-du-site-de-bar-le-duc-dans-la-caisse-de-lorraine/>

## Universités

### Mobilisation contre les coupes budgétaires

Suite aux récentes annonces du gouvernement Bayrou les étudiant-es se mobilisent pour dire non aux coupes budgétaires dans les universités, même si 60/75 d'entre elle sont déficitaires, il n'est **pas question de faire des économies sur les conditions d'étude.** Plusieurs milliers d'étudiant-es à travers différentes universités en France se mobilisent et s'organisent ensemble à travers des AG. Cette mobilisation joint aussi des revendications concrètes sur les conditions d'existence des étudiant-es.

Les risques de ces coupures budgétaires, sont l'augmentation des frais d'inscription, la fermeture de place, la diminution du nombre d'heures d'enseignements, le passage en distanciel des enseignements, l'abandon de projet de rénovation ou d'aménagement et une place encore plus importante des entreprises privées dans les entreprises. Une journée de mobilisation nationale est appelée pour le 11 février par une large intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche dont Solidaires étudiant-es, SUD éducation et SUD Recherche.

## édition

### Mobilisation chez Hachette et Hatier

Le 11 février également, SUD Culture et la CFDT appellent à se mobiliser à l'occasion du CSE. Ce sera l'occasion de marquer la solidarité avec les salarié-es d'Editis qui seront en grève pour la 4e fois.



### Centres d'appel

#### Grève chez O2

Le centre d'appel de la société o2 en grève le 27 janvier.



## 8 mars

### Grève des femmes

Le 8 mars, journée internationale de mobilisation pour les droits des femmes, nous appelons à la grève du travail, des tâches domestiques, de la consommation. Sans les femmes, tout s'arrête! Nous sommes déterminées à lutter, à faire entendre nos voix pour obtenir l'égalité.



# #GREVE FEMINISTE

## La Poste

### Les facteur-ices de Boën (42) sont en lutte

Les facteur-ices de Boën (42) se mobilisent depuis fin janvier contre une nouvelle réorganisation, accompagnée de son lot de suppressions d'emplois.